

## **CESER de Bourgogne Franche-Comté - Séance plénière du 10 décembre 2018 à Dijon**

### **Débat d'actualité : crise politique et sociale**

#### **Intervention de Michel Faivre-Picon pour la CGT**

Le gouvernement porte une responsabilité majeure dans la casse progressive de notre modèle social (droits du travail, protection sociale, retraite, services publics...). Après les interventions et mobilisations initiées par la CGT pour orienter les politiques publiques vers un développement humain durable en mettant au cœur de nos revendications la revalorisation du travail, nous assistons à l'expression dans le mouvement social, de revendications qui ont besoin de réponses politiques.

Le discours qui tend à dire que notre pays serait le champion des taxes et charges sociales est faux : dans ces « charges » sont prises en compte les cotisations sociales qui sont le filet de sécurité de bon nombre de citoyens : retraites, indemnisation de la maladie, du chômage, aides aux familles. Il faut donc comparer ce qui est comparable, certains pays n'ont pas les mêmes niveaux de cotisations sociales, simplement parce que les citoyens payent directement des assurances privées. Le consentement à l'impôt est essentiel pour le vivre ensemble et il n'est possible que s'il sert l'intérêt collectif.

Non seulement les propositions des salariés en général et de la CGT en particulier, ne sont pas entendues, mais ce sont de nombreux représentants de salariés qui sont dénigrés, inquiétés dans l'exercice de leur mandat syndical. Rajoutons que dans les entreprises les droits des représentants des salariés, donc des salariés eux-mêmes, se trouvent encore réduits à cause des « ordonnances Macron » de septembre 2017. C'est aussi un élément qui contribue au ressentiment actuel.

Les décideurs publics sont plus à l'écoute des dirigeants d'entreprises que des salariés. Ils imposent des choix économiques et sociaux en faveur des actionnaires et des plus riches au détriment des salariés et retraités, des classes modestes et moyennes.

Le CESER BFC a déjà émis de nombreux avis et saisines, comme par exemple :

- « L'innovation démocratique en Bourgogne-Franche-Comté ? » (octobre 2016)
- « La pauvreté et la précarité en Bourgogne Franche-Comté : une fatalité ? (avril 2017)

Nous y retrouvons toutes les alertes citées précédemment, avec des préconisations.

La CGT estime que la réponse urgente est au niveau national. Elle engage l'exécutif régional à peser pour que des décisions politiques plus justes en faveur d'une grande majorité de la population soient prises, rapidement, en matière de revalorisation des salaires, des pensions de retraite et des minimas sociaux.

Sur ces sujets, la CGT prend à nouveau ses responsabilités, comme nous l'avions déjà fait le 9 octobre dernier, en appelant les salariés, retraités et chômeurs à se mobiliser et manifester le 14 décembre prochain.

Au niveau régional, la CGT pourra préciser ses propositions, par exemple en matière de tarifs des transports, de déplacements domicile/travail, d'accès aux services publics, d'accès à la santé, etc... avec l'objectif qu'il n'y ait pas de mise en concurrence des territoires ni de rupture d'égalité des citoyens sur l'ensemble du territoire national.

Pour autant, les marges de manœuvres régionales sont faibles en matière budgétaires, l'essentiel des ressources étant décidé nationalement.

Notons l'incohérence actuelle qui est de vouloir mettre en place des évolutions sur les mobilités, alors que les ressources du Conseil Régional dépendent de manière importante de la consommation de pétrole (TICPE) et des ventes de véhicules (cartes grises) !

Il faut donc une réforme globale de la fiscalité, une réforme plus juste, qui concerne l'Etat, les collectivités, les entreprises.

Après des années d'attaques guidées par la baisse du « coût du travail » d'attaque sur les salaires et le salaire socialisé, les gouvernements successifs portent une responsabilité majeure. Notre pays pour se développer a besoin de grands services publics, pour accompagner un développement industriel répondant aux besoins de populations Les dernières mesures contenues dans le pacte de responsabilité et le CICE ont mis en lumière d'un coté les cadeaux aux entreprises et de l'autre l'absence de conditionnalités des aides publiques.

Dans l'urgence, il y a besoin de revaloriser le SMIC, les minima sociaux et les retraites.

Il y a besoin de rendre le système fiscal plus juste, par un impôt plus progressif, en augmentant les taux pour les plus hauts revenus, avec moins de taxes proportionnelles en réduisant l'influence de la TVA et enfin taxer plus le capital et moins le travail..